

**DROIT PÉNAL****Séance 10 - L'extinction et l'effacement de la condamnation**

<b>I.</b>	<b>L'extinction de la peine sans effacement de la condamnation .....</b>	<b>3</b>
<b>A)</b>	<b>La prescription.....</b>	<b>3</b>
1)	Les délais .....	3
2)	Les effets attachés à la prescription .....	4
<b>B)</b>	<b>La grâce.....</b>	<b>5</b>
1)	Le domaine.....	5
2)	Les effets de la grâce.....	5
3)	Le relèvement.....	6
<b>II.</b>	<b>Extinction de la peine et effacement de la condamnation .....</b>	<b>6</b>
<b>A)</b>	<b>Le décès ou la disparition .....</b>	<b>6</b>
1)	Le principe de l'effet extinctif.....	6
a)	Le décès du condamné .....	7
b)	Disparition de la personne morale.....	7
2)	Les limites de l'effet extinctif .....	7
<b>B)</b>	<b>L'amnistie.....</b>	<b>7</b>
1)	Les variantes.....	8
2)	Les conséquences .....	9
a)	Les manifestations de l'effet extinctif de l'amnistie.....	9
b)	Les limites .....	10
<b>III.</b>	<b>Effacement de la condamnation après l'extinction de la peine.....</b>	<b>10</b>

1) Les formes de la réhabilitation .....	10
.....	10
a) La réhabilitation judiciaire.....	10
(i) Au profit des condamnées, personne physique .....	10
b) Au profit des personnes morales .....	11
2) La réhabilitation légale.....	11
a) Au profit des personnes physiques .....	11
b) Au profit des personnes morales .....	12
<b>B) Les effets de la réhabilitation .....</b>	<b>12</b>

# I. L'extinction de la peine sans effacement de la condamnation

## A) La prescription



**Définition :** L'écoulement d'un certain délai, qui fait obstacle à l'exécution de la peine prononcée (**Art. 133-2 et suivant du CP**).

### 1) Les délais

La prescription est de :

- 20 ans pour les crimes ;
- 6 ans pour les délits ;
- 3 ans pour les contraventions (**Art. 133-2 à 133-4 CP**).

Le point de départ est fixé au jour où la décision de condamnation est devenue définitive donc insusceptible de recours.



**Attention :** Il est possible d'avoir des clauses d'interruption du délai dans ce cas, un nouveau délai de la même durée que le précédent se crée.

Il y a une différence entre interruption et suspension de la prescription :

#### **Définition :**

La suspension du délai de prescription arrête temporairement le cours de celui-ci. Le délai recommencera à courir à partir du moment où il a été précédemment suspendu.

L'interruption quant à elle fait revenir le délai à son point de départ initial. Un nouveau délai de la même durée que l'ancien en somme.



Pour les infractions occultes, le point de départ du **délai de prescription est reporté** : cette notion est consacrée par **la loi du 27 février 2017** à l'**article 9-1 alinéa 3**, le point de départ du délai de prescription débute **au jour de la découverte de l'infraction**, avec pour limite temporelle maximum de 12 ans pour les délits et de 30 années révolues pour les crimes.

**Question :** *Quid des infractions sexuelles sur mineurs dont le délai de prescription ne commence qu'à courir à la majorité de la victime ?*

Cette question trouve son essence dans la loi du 3 août 2018 visant à lutter contre les violences sexuelles et sexistes allongeant parfois **le délai de prescription jusqu'à 30 ans, à compter de la majorité de la victime**. La liste des infractions concernées figure à l'**article 706-47 du CPP**,



**Attention :** Toutes les peines sont soumises à la prescription. Les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles.

## 2) Les effets attachés à la prescription



**À retenir :** La prescription est une cause d'extinction de la peine

La prescription doit être relevée d'office par les juges sans que la personne condamnée ne puisse y renoncer.

## B) La grâce



**Définition :** Le pouvoir exécutif possède ce moyen pour éviter à un condamné d'exécuter tout ou une partie de la peine prononcée par l'autorité judiciaire ou pour la remplacer par une peine moins lourde.



**Exemple :** Jacqueline Sauvage a été graciée par le Président François Hollande.

### 1) Le domaine

Elle peut concerner toutes les peines sans distinction.



**À retenir :** La décision du président de la République, non motivée, est insusceptible de recours.

Elle peut être totale ou partielle

Il peut s'agir de remplacer la peine par une peine moins lourde, dans ce cas on parle de **commutation de peine**.

Le droit de grâce n'est exercé qu'à **titre individuel**.

La seule condition à respecter c'est la **nécessité d'une condamnation irrévocable et exécutive**. Par voie de conséquence, ne sont pas concernées : les condamnations assorties du sursis, les condamnations amnistiées et celles prescrites.

### 2) Les effets de la grâce



**À retenir :** La grâce implique une dispense d'exécution de la peine.



**Attention :** La condamnation demeure inscrite sur le casier judiciaire, et elle est un obstacle potentiel pour le sursis.

La victime peut obtenir une réparation à son préjudice même par le condamné gracié.

### 3) *Le relèvement*



**Définition :** C'est une décision qui peut supprimer les mesures d'interdiction de déchéance, incapacité, et publication qui résulte de la condamnation.

Sont concernées : les peines accessoires et les peines complémentaires.

- La demande n'est possible qu'après un délai de 6 mois postérieur à la condamnation.

La juridiction compétence est celle de la condamnation.

## II. Extinction de la peine et effacement de la condamnation

### A) Le décès ou la disparition

#### 1) *Le principe de l'effet extinctif*



**Attention :** On parle de décès pour une personne physique et de disparition pour les personnes morales

#### a) Le décès du condamné



**À retenir :** Le décès emporte extinction de la peine et l'effacement de la condamnation au casier judiciaire (**Art. 133-1 CP**).



**Attention :** Les peines ne sont pas transmissibles aux héritiers.

#### b) Disparition de la personne morale



**À retenir :**

Le principe : la disparition de la personne morale empêche l'exécution de la peine (**Art. 133-1 CP**).

Exception : dans le cas où la juridiction pénale prononce la dissolution.

### 2) *Les limites de l'effet extinctif*

L'**article 133 - 1 du Code pénal** dispose qu'il est possible postérieurement au décès du condamné de procéder au recouvrement de l'amende des frais de justice et de la confiscation.

Le versement des dommages et intérêts reste dû.

De même après la dissolution, il est possible de procéder au recouvrement de l'amende et des frais de justice et à l'exécution de la confiscation.

## B) L'amnistie



**Définition :** C'est une mesure d'oubli qui consiste à retirer le caractère d'infraction à des faits réalisés par le passé.

Les dispositions du Code pénal qui aborde l'amnistie sont introduites aux **articles 133 - 9 à 133- 11**.

### 1) Les variantes



**À retenir :** L'amnistie relève du domaine de la loi.

L'amnistie dite réelle **en fonction de la nature de l'infraction** se caractérise des lors que la loi pour encadrer le domaine de l'amnistie fait un inventaire des infractions concernées.

L'amnistie dite réelle **en fonction de la gravité de l'infraction** se caractérise lorsque la loi vise le bénéfice de l'amnistie aux infractions qui au regard de la peine encourue énorme prononcée sont sanctionnés d'une peine inférieure à un certain taux énoncé par la loi



**À retenir :** L'amnistie bénéficie aux auteurs, coauteurs et aux complices

L'amnistie **dite personnelle** se caractérise par la qualité de son bénéficiaire ou de son titre. A titre d'exemple : le mineur

L'amnistie personnelle **conditionnelle** dépend du comportement du délinquant après l'infraction. De sorte que la mesure peut être conditionnée à l'accomplissement d'obligations particulières. Dans ce cas le complice reste punissable s'il ne peut prétendre aux qualités exigées par la loi.

À côté de cette amnistie législative, on retrouve 2 autres variantes de l'amnistie

-l'amnistie associée au pouvoir législatif

-l'amnistie associée au pouvoir exécutif

**L'amnistie judiciaire** : c'est la situation dans laquelle la loi d'amnistie considère que sont amnistiées les infractions commises avant la date déterminée ou celle qui



sont où seront puni d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à x mois sans sursis.

Le juge a un pouvoir d'appréciation de désigner ce qui profiteront de l'amnistie.

**La grâce amnistiante** se qualifie lorsque la loi d'amnistie réserve ses effets au seul délinquant ayant obtenu un degré de grâce du président de la République pour une infraction déterminée.

## 2) Les conséquences

### a) Les manifestations de l'effet extinctif de l'amnistie



**À retenir :** Elle éteint l'action publique à compter du jour de la promulgation de la loi qui l'accorde

Elle suppose à une autre qualification que celle pour les mêmes faits qui avait été qualifiés durant les poursuites clôturées par décision définitive.

Les peines (principale et complémentaire) cessent de recevoir application.



**Attention :** La condamnation disparaît rétroactivement

La condamnation **doit être effacée du casier judiciaire.**

« Il est interdit à toute personne qui, dans l'exercice de ses fonctions a connaissance de condamnations pénales, de sanctions disciplinaires ou professionnelles ou d'interdictions, déchéances ou incapacités effacées par l'amnistie, d'en rappeler l'existence sous quelque forme que ce soit ou d'en laisser subsister la mention dans un document quelconque [...] » (**Art. 133-11 CP**)

## b) Les limites

L'amnistie ne permet pas à un condamné de prétendre au remboursement de l'amende honorée, ni même à la réparation des mois de privation de liberté.

L'amnistie ne porte pas au préjudice aux droits des tiers (**Art. 133-10 du CP**).

En matière d'amnistie, les mesures de sûreté sont écartées.

## III. Effacement de la condamnation après l'extinction de la peine



**Attention :** L'extinction de la peine ne signifie pas l'effacement de la condamnation.

### 1) *Les formes de la réhabilitation*



**Définition :** La réhabilitation permet de rendre à la personne condamnée tous les droits qu'elle a perdus.

#### a) La réhabilitation judiciaire.

##### (i) *Au profit des condamnées, personne physique*

Selon l'**article 782 du Code pénal**, sont concernées : toute personne condamnée par un tribunal français à une peine criminelle, correctionnelle ou contraventionnelle.

La réhabilitation nécessite de faire une demande à l'autorité judiciaire par le condamné ou son représentant légal. Dans le cas d'un décès, elle doit se faire dans l'année qui suit, par son conjoint, ascendants ou descendants.

La demande ne peut être formée qu'après un délai de 5 ans pour les condamnés à une peine criminelle, de 3 ans pour les condamnés à une peine correctionnelle et d'un an pour les condamnés à une peine contraventionnelle.

En cas de récidive les délais sont portés de 6 à 10 ans (**Art. 787 CPP**).

Sauf pour la prescription de la peine, le condamné doit justifier du paiement de l'amende et des dommages et intérêts ou démontrer qu'il a subi la contrainte par corps ou bien que le Trésor public a renoncé à ce moyen d'exécution. Toutefois, certains délais spéciaux existent, notamment pour les auteurs d'infractions sexuelles.

#### b) Au profit des personnes morales



**À retenir :** Les règles sont similaires à celle des personnes physiques.

La demande de réhabilitation peut être réalisée par le représentant légal, 2 ans postérieurement à l'expiration du délai de la sanction subie.

Si elle est rejetée, une nouvelle peut être formulée après un an.

### 2) *La réhabilitation légale*



**À retenir :** Elle s'acquiert de plein droit, par l'effet du temps dès lors que la personne concernée n'a subi aucune condamnation nouvelle dans un délai qui varie selon la gravité de la peine prononcée.

#### a) Au profit des personnes physiques

Il faut se référer aux délais de l'**article 133-13 du Code pénal** :

- de 3 ans pour les condamnations à l'amende ou jour-amende ;

- de 5 ans pour les condamnations à une peine d'emprisonnement n'excédant pas un an ou à une autre peine qui ne soit ni pécuniaire ni privative de liberté ;
- de 10 ans en cas de condamnation unique à une peine d'emprisonnement n'excédant pas dix ans et en cas de condamnations multiples à l'emprisonnement pour un total de 5 ans maximum.

#### b) Au profit des personnes morales

Le délai est de 5 ans, peu importe la peine subie.

Les délais sont doublés pour des faits commis en état de récidives.

### **B) Les effets de la réhabilitation**

Elle détruit les incapacités et les déchéances résultant de la condamnation. Elle peut faire disparaître les mesures de sûreté.

La réhabilitation réalise des effets similaires à l'amnistie et prohibe à toute personne de rappeler l'existence de la condamnation pénale effacée par la réhabilitation.

Peut également consister en l'effacement du casier judiciaire, pouvant parfois être handicapant pour rechercher un emploi, par exemple.

Les tiers conservent leur droit d'être indemnisé.